

<https://www.elcorreo.eu.org/Michael-Hudson-LE-GRAND-PLAN-DE-L-IRAN-POUR-METTRE-FIN-A-LA-PRESENCE-US-AU-MOYEN-ORIENT>

Michael Hudson :LE GRAND PLAN DE L'IRAN POUR METTRE FIN A LA PRESENCE US AU MOYEN-ORIENT

- Argentine -
Date de mise en ligne : mercredi 11 mars 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Iran et Donald Trump ont chacun expliqué pourquoi l'échec de la guerre actuelle entraînerait inévitablement une nouvelle série d'attaques mutuelles.

Le 6 mars, Trump a déclaré : « *Il n'y aura aucun accord avec l'Iran, sauf une capitulation sans condition* ». Il a également affirmé vouloir avoir son mot à dire dans la nomination, ou du moins l'approbation, du nouveau dirigeant iranien, comme il vient de le faire au Venezuela. « *Si l'armée américaine doit vaincre totalement l'Iran et provoquer un changement de régime, sinon, 'vous vous engagez dans cette guerre, et dans cinq ans, vous réalisez que vous avez installé quelqu'un qui n'est pas meilleur'* » [\[1\]](#) Il faudra au moins autant de temps aux États-Unis pour remplacer leur armement épuisé, reconstruire leurs radars et installations connexes et déclencher une nouvelle guerre.

Les responsables iraniens reconnaissent également que les attaques étasuniens se poursuivront jusqu'à ce que les États-Unis soient chassés du Moyen-Orient. Ayant accepté un cessez-le-feu en juin dernier au lieu de profiter de son avantage lorsque les défenses antimissiles israéliennes et étasuniens régionales étaient affaiblies, l'Iran a compris que la guerre reprendrait dès que les États-Unis seraient en mesure de réarmer leurs alliés et leurs bases militaires pour relancer ce que les deux camps considèrent comme une lutte en vue d'une solution finale.

La guerre qui a débuté le 28 février peut être considérée comme le coup d'envoi de la Troisième Guerre mondiale, car l'enjeu est de taille : les conditions d'achat de pétrole et de gaz à l'échelle mondiale. Les pays exportateurs pourront-ils acquérir cette énergie dans d'autres devises que le dollar, notamment la Russie et l'Iran (et, jusqu'à récemment, le Venezuela) ? La volonté du Gouvernement des États-Unis de contrôler le commerce international du pétrole contraindra-t-elle les pays exportateurs à fixer leurs prix en dollars, voire à réinvestir leurs recettes d'exportation et leur épargne nationale dans des titres, obligations et actions du gouvernement étasunien ?

Ce recyclage des pétrodollars a servi de fondement à la financiarisation et à l'instrumentalisation du commerce pétrolier mondial par les États-Unis, ainsi qu'à leur stratégie impériale d'isolement des pays qui refusent de se soumettre à l'ordre établi par les États-Unis (un ordre fondé sur la domination américaine, sans véritables règles, mais simplement sur des exigences ponctuelles imposées par les États-Unis). L'enjeu ne se limite donc pas à la présence militaire US au Moyen-Orient – avec ses deux armées supplétives, Israël et les djihadistes de l'EI/Al-Qaïda. L'accusation, portée par les États-Unis et Israël, selon laquelle l'Iran posséderait l'arme atomique de destruction massive est aussi fallacieuse que celle formulée contre l'Irak en 2003. L'enjeu est la fin des alliances économiques du Moyen-Orient avec les États-Unis et la question de savoir si les recettes de ses exportations de pétrole continueront d'être converties en dollars pour soutenir la balance des paiements des États-Unis et financer ses bases militaires à travers le monde.

L'Iran a annoncé qu'il poursuivrait le combat jusqu'à atteindre trois objectifs visant à prévenir de futurs conflits.

Premièrement, et surtout, les États-Unis doivent se retirer de toutes leurs bases militaires au Moyen-Orient. L'Iran a déjà détruit l'essentiel des systèmes d'alerte radar et des sites de défense antiaérienne et antimissile en Jordanie, au Qatar, aux Émirats arabes unis (EAU) et à Bahreïn, les empêchant ainsi de guider les frappes de missiles des États-Unis ou israéliens ou d'attaquer l'Iran. Les pays arabes abritant des bases ou des installations étasuniennes seront bombardés s'ils ne sont pas abandonnés.

Les deux exigences iraniennes suivantes semblent si radicales qu'elles paraissent inconcevables pour l'Occident. Les pays arabes membres de l'OPEP doivent rompre leurs liens économiques étroits avec les États-Unis, à commencer par les centres de données étasuniennes exploités par Amazon, Microsoft et Google. Ils doivent non seulement cesser de fixer le prix de leur pétrole et de leur gaz en dollars US, mais aussi désinvestir de leurs avoirs en pétrodollars US, qui subventionnent la balance des paiements des États-Unis depuis les accords de 1974 ayant permis aux États-Unis de quadrupler leurs prix à l'exportation de pétrole.

Ces trois exigences mettraient fin à la domination économique des États-Unis sur les pays de l'OPEP, et par conséquent sur le commerce mondial du pétrole. Il en résulterait une dédollarisation de ce commerce et sa réorientation vers l'Asie et les pays du Sud. Le plan iranien vise non seulement à infliger une défaite militaire et économique aux États-Unis, mais aussi à anéantir le caractère politique des monarchies clientes du Proche-Orient et leurs relations avec leurs citoyens chiites.

Étape 1 : Chasser les États-Unis de leurs bases militaires au Moyen-Orient

Le Parlement irakien continue d'exiger le départ des forces US et la fin du pillage de son pétrole (dont la majeure partie est exportée vers Israël). Il vient d'adopter une nouvelle loi ordonnant le retrait des forces des États-Unis du territoire irakien. Lundi 2 mars, lors d'une rencontre à Téhéran avec le conseiller principal du ministre irakien de l'Intérieur et sa délégation militaire, le général de brigade iranien Ali Abdollahi a réitéré la demande formulée par l'Iran depuis cinq ans, soit depuis la fin du premier mandat de Donald Trump le 3 janvier 2020. Cette décision avait été motivée par l'assassinat des deux principaux négociateurs antiterroristes irano-irakiens, Qassem Soleimani et Abou Mahdi al-Mouhandis, qui s'efforçaient d'éviter une guerre ouverte. Constatant que Trump persiste dans cette voie, le commandant iranien a déclaré : « *L'expulsion des États-Unis est l'étape la plus importante vers le rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans la région* ». [2]

Or, tous les royaumes arabes accueillent des bases militaires étasuniennes. L'Iran a annoncé que tout pays autorisant des avions ou d'autres forces militaires US utiliser ces bases s'exposerait à une attaque immédiate visant à les détruire. Le Koweït, Bahreïn et les Émirats arabes unis ont déjà été pris pour cible, ce qui a conduit l'Arabie saoudite à promettre à l'Iran de ne pas autoriser l'armée des États-Unis à utiliser son territoire dans le cadre de ce conflit.

L'Espagne a interdit aux États-Unis d'utiliser ses bases aériennes dans le cadre de leur guerre contre l'Iran. Mais lorsque son Premier ministre, Pedro Sánchez, a interdit aux États-Unis de les utiliser, le président Trump a souligné, lors d'une conférence de presse dans le Bureau ovale, que l'Espagne ne pouvait rien faire pour empêcher l'armée de l'air US d'utiliser les installations de Rota et de Morón, dans le sud du pays, partagées par les deux pays mais qui restent sous commandement espagnol. « *Et maintenant, l'Espagne nous dit que nous ne pouvons pas utiliser ses bases. Et c'est notre droit, nous ne voulons pas le faire. Nous pourrions utiliser la base si nous le voulions. Nous pourrions simplement atterrir et l'utiliser, personne ne va nous l'interdire* ». [3] Que ferait l'Espagne pour l'empêcher, après tout ? Abattre les avions des États-Unis ?

C'est le problème auquel sont confrontées les monarchies arabes si elles tentent de refuser aux États-Unis l'accès à leurs propres bases et à leur espace aérien pour combattre l'Iran. Que peuvent-elles faire ? [4]

Plus précisément, que seraient-ils prêts à faire ? L'Iran exige que le Qatar, les Républiques arabes unies, Bahreïn, le Koweït, l'Arabie saoudite, la Jordanie et d'autres monarchies du Proche-Orient ferment toutes les bases militaires américaines sur leur territoire et interdisent aux États-Unis l'accès à leur espace aérien et à leurs aéroports, condition

sine qua non à leur engagement de ne pas les bombarder et d'étendre la guerre aux régimes monarchiques eux-mêmes.

Le refus – ou l'incapacité d'empêcher les États-Unis d'utiliser des bases sur leur territoire – conduira l'Iran à imposer un changement de régime. Ce serait plus facile dans les pays où les Palestiniens représentent une part importante de la population active, comme en Jordanie. L'Iran a appelé les populations chiites de Jordanie et d'autres pays du Proche-Orient à renverser leurs monarchies afin de se libérer du contrôle américain. Des rumeurs circulent selon lesquelles le roi de Bahreïn aurait quitté le pays.

Étape n° 2 : Mettre fin aux liens commerciaux et financiers du Moyen-Orient avec les États-Unis

Les monarchies arabes subissent des pressions accrues pour satisfaire à l'exigence ultime de l'Iran : le découplage de leurs économies de celle des États-Unis. Depuis 1974, leurs économies sont étroitement liées à celles des États-Unis. Plus récemment, Bahreïn, les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite ont cherché à exploiter leurs ressources énergétiques pour attirer des centres de données informatiques, notamment *Starlink* et d'autres systèmes associés aux tentatives de changement de régime et aux attaques militaires américaines contre l'Iran. [5], à l'instar du réseau *Starlink* (dont le financement est envisagé par les Émirats arabes unis) utilisé en février par les États-Unis pour mobiliser des manifestants contre le gouvernement iranien.

Étape n° 3 : Mettre fin au recyclage des exportations de pétrole de l'OPEP en avoirs en dollars US

La revendication iranienne la plus radicale est la dédollarisation des économies de ses voisins arabes. Il s'agit d'un élément clé pour empêcher les entreprises US de dominer leurs économies et, par conséquent, leurs gouvernements. Un responsable iranien a déclaré à CNN que l'Iran accuse les entreprises qui achètent de la dette publique des États-Unis et investissent dans des bons du Trésor de ce pays, d'être des complices de la guerre qu'il mène contre lui, car il les considère comme les financeurs de ce conflit. « *Téhéran considère ces entreprises et leurs dirigeants dans la région comme des cibles légitimes. Ces personnes sont sommées de déclarer leur retrait de capitaux au plus vite* ». [6]

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar envisagent de se désengager des investissements US et autres, le blocus du détroit d'Ormuz par l'Iran les ayant contraints à interrompre leur production de pétrole et de GNL, leurs capacités de stockage étant désormais saturées. Leurs revenus issus de l'énergie, du transport maritime et du tourisme sont à l'arrêt. Les États du Golfe se réunissent le dimanche 8 mars pour discuter d'un retrait progressif de leurs 2 000 milliards de dollars d'investissements (principalement en provenance d'Arabie saoudite). Cette mesure pourrait constituer une première étape vers une diversification des investissements de l'OPEP hors du dollar US. [7]

Parallèlement au retrait des bases militaires US du Moyen-Orient, un tel découplage du dollar réduirait considérablement le contrôle des États-Unis sur le pétrole de la région. Il mettrait fin à la capacité des États-Unis d'utiliser ce commerce pétrolier comme moyen de pression pour contraindre d'autres pays à se soumettre à l'ordre « *L'Amérique d'abord* » de Trump, fondé sur ses propres caprices et sans règles claires.

Pour les monarchies elles-mêmes, les changements exigés par l'Iran pour mettre fin à la guerre menée par les

États-Unis afin de contrôler le Moyen-Orient pourraient avoir un effet comparable à celui de la Seconde Guerre mondiale, qui a sonné le glas des monarchies européennes. Dans ce cas précis, il pourrait s'agir de la fin des régimes monarchiques dans de nombreux pays dont l'économie et les alliances politiques reposent sur une alliance avec les États-Unis.

Tout d'abord, la pression s'accroît désormais sur l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Égypte, la Jordanie, Bahreïn, le Koweït et les Émirats arabes unis qui ont accepté de rejoindre le Conseil de la paix de Trump. L'Indonésie, pays qui compte la plus grande population musulmane au monde, vient de retirer son offre de fournir 8 000 soldats pour son « *plan de paix* » à Gaza, et l'Iran fait pression sur les monarchies arabes pour qu'elles fassent de même en retirant leurs troupes afin de protester contre la politique US. [8]

Le feront-ils ? Et iront-ils jusqu'à interdire l'accès des États-Unis à leurs bases ? S'ils tentent d'éviter de froisser les États-Unis, ils s'exposeront aux accusations iraniennes selon lesquelles ils ne s'opposent pas réellement à la guerre. Mais s'ils cèdent à la demande de l'Iran, ils courent le risque que les États-Unis saisissent, ou du moins gèlent, leurs avoirs en dollars pour les contraindre à revenir sur leur décision.

L'Iran exerce des pressions sur les monarchies arabes les plus proches des États-Unis. Ces derniers jours, il a attaqué deux dépôts pétroliers saoudiens et, en représailles à une attaque menée depuis le territoire bahreïni contre l'usine de dessalement iranienne de l'île de Qeshm, un drone a frappé une usine de dessalement à Bahreïn. La plupart des royaumes arabes dépendent du dessalement à un degré bien plus élevé, l'Arabie saoudite arrivant en tête avec 70 % et Bahreïn avec 60 %. Dès lors, l'attaque de Bahreïn s'apparente à la folie de se battre avec des briques quand on vit soi-même dans une maison de verre.

Effets collatéraux de l'objectif iranien d'évincer les États-Unis du Moyen-Orient

L'Iran intensifiera ses attaques à mesure qu'Israël et les forces armées US épuiseront leurs capacités de défense antiaérienne et antimissile, ce qui lui permettra de lancer une offensive d'envergure, à laquelle il s'était abstenu de recourir en juin dernier lors du cessez-le-feu. Il commencera alors à utiliser ses missiles les plus sophistiqués pour attaquer Israël et d'autres alliés des États-Unis.

Il n'y a plus d'espace pour stocker la production pétrolière arabe supplémentaire, l'Iran ayant fermé le détroit d'Ormuz à toute navigation autre que la sienne, la plupart de ses navires transportant du pétrole destiné à la Chine. Les capacités de stockage sont saturées, et la nouvelle production, ne pouvant plus être stockée, a dû être interrompue. Quant au gaz naturel liquéfié (GNL), exporté principalement par le Qatar, ses usines de GNL ont été bombardées. Leur reconstruction prendra deux semaines, auxquelles s'ajoutera un délai équivalent pour leur remise en service, notamment le refroidissement adéquat du gaz.

Quoi qu'il en soit, aucun navire ne tente d'approcher le détroit d'Ormuz, car Lloyds de Londres ne délivre plus de polices d'assurance. L'armée américaine a récemment coulé ou arraisonné des navires russes transportant du pétrole, mais la flambée des prix du pétrole l'a incitée à autoriser de tels transferts afin de freiner l'inflation mondiale. Le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a déclaré que son département examinait la possibilité de libérer sur le marché des cargaisons supplémentaires de pétrole brut russe soumises à sanctions. « *Nous pourrions lever les sanctions sur d'autres cargaisons de pétrole russe* », a-t-il affirmé. « *Des centaines de millions de barils de pétrole brut sous sanctions circulent actuellement en mer... En les libérant, le Trésor peut accroître l'offre* ». Ces propos font suite à la décision américaine d'accorder une dérogation temporaire de 30 jours autorisant les raffineries indiennes à acheter du pétrole russe afin de maintenir l'approvisionnement mondial.

Partout dans le monde, la hausse des prix du pétrole et du gaz contraindra les économies à choisir entre réduire leurs dépenses sociales intérieures et rembourser leurs dettes en dollars. Cette guerre divise l'Occident (États-Unis/OTAN) du reste du monde, en créant des tensions que le Japon, la Corée et même l'Europe ne peuvent plus supporter. Le chaos engendré par l'attaque américaine a anéanti le discours qui permettait aux diplomates américains de réclamer des subventions et un « *partage des charges* » liées à leurs dépenses militaires mondiales. Le prétexte sous-jacent est que le monde a besoin du soutien militaire des États-Unis pour se protéger de la Russie, de la Chine et maintenant de l'Iran, comme si ces pays représentaient une menace réelle pour l'Europe et l'Asie.

Au lieu de protéger le reste du monde en menant la Guerre froide actuelle, le chaos qui règne sur les marchés mondiaux du pétrole et du gaz suite à l'attaque contre l'Iran démontre que les États-Unis constituent en réalité la plus grande menace pour la sécurité, la stabilité et la prospérité de leurs alliés. Cette attaque a principalement touché leurs plus proches alliés : le Japon, la Corée du Sud et l'Europe. Leurs prix du gaz ont bondi de 20 % et continuent d'augmenter aujourd'hui. La bourse coréenne a chuté de 18 % ces deux derniers jours. Tout cela contribue à un soutien accru à la fin du contrôle américain sur le pétrole du Proche-Orient et à sa réorientation vers un marché libre de toute pression américaine sur le contrôle et la dollarisation du commerce mondial de l'énergie.

Read in english : « [Iran's Grand Plan to End U.S. Presence in the Middle East](#) »

Michael Hudson* pour sa page personnel [Soveranista.com](#)

[Soveranista.com](#). USA, le 9 mars 2026.

***Michael Hudson** a travaillé comme économiste à *Wall Street*. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *The Economic Strategy of American Empire* » (Ediciones 1968, 2003, 2021), « *and forgive them their debts* » (2018), « *J is for Junk Economics* » (2017), « *Killing the Host* » (2015), « *The Bubble and Beyond* » (2012), « *Trade, Development and Foreign Debt* » (1992 & 2009) y de « *The Myth of Aid* » (1971). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

Traduit de l'espagnol depuis et pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 11 mars 2026.

[1] Shawn McCreech, « [Trump Lays Out his 'Wors Case' Scenario in Iran](#) » (Trump expose son scénario catastrophe concernant l'Iran), *The New York Times*, 3 mars 2026.

[2] Alahednews, 7 mars 2026 : « [Iran Cmdr. : Expulsion of US, Most Important Step to Restore Security to West Asia](#) » (Le commandant iranien : l'expulsion des États-Unis, étape cruciale pour rétablir la sécurité au Moyen-Orient.)

[3] Jason Horowitz, « [Trump Threatens to End Trade With Spain](#) » (Trump menace de rompre le commerce avec l'Espagne), *The New York Times*, 3 mars 2026. Trump a également exprimé d'autres griefs : « *L'Espagne a été terrible. J'ai même dit à Scott de couper tout commerce avec l'Espagne* », a déclaré M. Trump en faisant référence à Scott Bessent, le secrétaire au Trésor. Il a ensuite réitéré son grief habituel concernant le refus de l'Espagne d'augmenter ses dépenses de défense pour l'OTAN à 5 % de son produit intérieur brut, comme il l'avait demandé et comme d'autres nations européennes s'étaient conformées à cette demande. « *L'Espagne ne l'a pas fait* ». Le mercredi 4 mars, le Premier ministre Sánchez a réitéré son refus d'autoriser l'implantation de bases espagnoles pour toute action militaire contre l'Iran, au motif que cela violerait la Charte des Nations Unies interdisant de faire la guerre pour renverser le gouvernement d'un État souverain. « *Nous ne serons pas complices d'une action néfaste pour le monde et contraire à nos valeurs et à nos intérêts, par simple crainte de représailles* ». « *L'Espagne dément toute*

coopération avec les opérations militaires américaines au Moyen-Orient, contredisant ainsi la Maison-Blanche », [PBS](#), 4 mars 2026

[4] Avant le déclenchement de la guerre, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe avaient cherché à dissuader les États-Unis d'entrer en guerre en annonçant qu'ils n'autoriseraient pas l'utilisation de leur espace aérien pour des attaques contre l'Iran. Après le début des attaques, l'ambassadeur d'Iran en Arabie saoudite, Alireza Enayati, a déclaré que son pays appréciait l'engagement de l'Arabie saoudite de ne pas permettre l'utilisation de son espace aérien ou de son territoire pendant le conflit en cours avec les États-Unis et Israël. « *Nous apprécions ce que nous avons entendu à maintes reprises de la part de l'Arabie saoudite : elle n'autorise pas l'utilisation de son espace aérien, de ses eaux territoriales ou de son territoire contre la République islamique d'Iran* », a-t-il déclaré à l'AFP. [Arab News](#), 5 mars 2026, « *L'ambassadeur iranien remercie l'Arabie saoudite de ne pas autoriser l'utilisation de son territoire...* »

[5] S'opposant aux projets américains d'intégration étroite de ses secteurs non pétroliers au Moyen-Orient arabe de l'OPEP, l'Iran a déclaré que ces installations constituaient des « *cibles légitimes* » dans sa volonté d'évincer les États-Unis de la région. Un responsable du *Cloud Computing* a suggéré que l'attaque menée par l'Iran contre le centre de données d'Amazon via AWS était ciblée en raison de ses fonctions militaires [(Rafe Rosner-Uddin, Tim Bradshaw et Sam Learner, « *Iranian assault on Amazon data centers jolts AI ambitions in Middle East* » (L'attaque iranienne contre les centres de données d'Amazon freine les ambitions en matière d'IA au Moyen-Orient), [Financial Times](#), 7 mars 2026, ajoutant : « *Saudi Arabia's Humaan and the UAE's state-backed AI groups have committed to financing vast data-centre clusters in the region and signed large deals with Nvidia, Amazon and Microsoft. The UAE is also building one of OpenAI's huge 'Stargate' clusters in Abu Dhabi* ». (Humaan, en Arabie saoudite, et les groupes d'IA soutenus par l'État des Émirats arabes unis se sont engagés à financer de vastes clusters de centres de données dans la région et ont signé d'importants contrats avec Nvidia, Amazon et Microsoft. Les Émirats arabes unis construisent également l'un des immenses clusters « *Stargate* » d'OpenAI à Abou Dhabi).

[6] Frederik Pleitgen, « *Iran considers firms that buy US government debt as 'legitimate targets'. official tells CNN* » (L'Iran considère les entreprises qui achètent de la dette publique américaine comme des cibles légitimes), déclare un responsable à [CNN](#), 7 mars 2026.

[7] Andrew England et Simeon Kerr, « [Gulf states could review overseas investments to ease financial strains caused by Iran war](#) ». (Les États du Golfe pourraient revoir leurs investissements à l'étranger pour atténuer les difficultés financières causées par la guerre en Iran), *Financial Times*, 5 mars 2026. Ils citent une lettre ouverte adressée à Trump par le milliardaire émirati Khalaf Ahmad Al Habtoor, récemment publiée, qui souligne que « les États du Golfe étaient censés être des bailleurs de fonds importants du plan de Trump pour la reconstruction de Gaza et des soutiens de son « Conseil de la paix », et affirme que « les pays arabes du Golfe ont contribué à hauteur de milliards de dollars au titre du soutien à la stabilité et au développement », ajoutant : « *Ces pays sont en droit de se demander aujourd'hui : où est passé cet argent ? Finançons-nous des initiatives de paix ou une guerre qui nous expose au danger ?* »

[8] « [Indonesia suspends participation in Board of Peace following attack on Iran](#) »